

## **Tribune de Genève**

Le 9 Août, 2006

### **Vous n'êtes pas tendre avec la résolution 1559, imposée en 2004 par Paris et Washington. Pour vous, elle marque le début de la déstabilisation du Liban.**

Les événements ont malheureusement prouvé que j'avais raison. La période 1996-2004 a été très stable, y compris au Liban sud, qu'Israël évacue en 2000. En quatre ans, à partir de 2000, le nombre de soldats syriens présents au Liban a été réduit de 40.000 à 14.000. En demandant en 2004 à travers l'adoption de la résolution 1559 que le mandat du Président Lahoud ne soit pas prolongé, en exigeant le désarmement du Hezbollah et des camps palestiniens, et le départ des troupes syriennes, la France et les Etats-Unis s'ingèrent dans les affaires libanaises et créent de fortes tensions internes, divisant artificiellement la population entre pro-Syriens et anti-Syriens. Ce sera le début de l'orage.

### **Faut-il regretter la présence syrienne ?**

Sûrement pas. Mais rappelons que ceux qui l'ont soudainement dénoncée en 2004-2005 – l'ancien premier ministre assassiné, Rafic Hariri et le leader druze Walid Joumblatt – s'en accommodaient fort bien jusqu'à ce que la France et les Etats-Unis décident de changer la position du Liban dans l'ordre régional par la résolution 1559. Et le Liban n'a pas pour autant retrouvé sa souveraineté. Les ambassadeurs américains et français ainsi que l'Arabie saoudite ont pris, sur plus d'un plan, la place des Syriens.

### **Des élections libres ont tout de même eu lieu au printemps de l'an dernier...**

Des élections bâclées où l'argent du groupe Hariri a coulé à flot. L'amendement de la loi électorale réclamée par tous les libanais et qui devait la rendre plus juste a été catégoriquement rejeté par Paris et Washington. Résultat : les deux grandes formations chrétiennes, du général Michel Aoun et de Soleiman Frangié, sont absentes du gouvernement et sous-représentée au parlement pour le premier et non représentée pour le second. C'est refaire les mêmes erreurs que la Syrie autrefois.

### **Que penser de l'envoi, envisagé par les puissances occidentales, d'une force multinationale au Liban ?**

L'Occident semble répéter ses erreurs fatales des années 1982-83, quand Israël envahissait pour la seconde fois à l'époque le Liban (après l'invasion du sud en 1978) et le mettait à feu et à sang, faisant aussi durant presque trois mois le blocus aérien, maritime et terrestre de la partie de Beyrouth où se trouvait le siège de l'OLP (22000 victimes) . Israël, les Etats-Unis et l'Arabie saoudite avaient voulu alors changer l'équilibre politique du pays, en imposant, à l'époque, deux présidents successifs, chefs de faction milicienne chrétienne (celle du parti phalangiste), et ce ci à la faveur de l'envoi d'une Force multinationale d'interposition (française, américaine, anglaise et italienne), avec les résultats que l'on sait : déstabilisation totale du Liban, attentats durant 8 nouvelles années, attentas contre la Force d'interposition, etc.

**L'unité de la population libanaise semble encore tenir le coup. Pour combien de**

**temps?**

Elle est jusqu'ici admirable, mais Israël a lancé, sciemment sans doute, une bombe à retardement. C'est le million de Libanais (1/4 de la population totale) de la banlieue sud de Beyrouth, du sud du Liban et de la région de Baalbeck qu'elle a obligé à fuir sous le coup de ses bombardements meurtriers et quotidiens dans toutes ces régions. La plupart de ces réfugiés sont pauvres et ont pris abri dans les écoles, les jardins publics, les mosquées et les églises. C'est un poids humanitaire et économique très lourd à gérer et ceci à un mois de la rentrée scolaire ! Israël a planté les germes de l'explosion du Liban si les conditions d'un retour rapide de ces réfugiés dans leur région d'origine ne sont pas créées rapidement par un cessez-le-feu et un retrait immédiat des troupes israéliennes qui envahissent pour la troisième fois.

**Comment convaincre le Hezbollah de désarmer ?**

En constituant un grand gouvernement d'union nationale, comprenant notamment le général Aoun. Le Hezbollah n'est pas par principe opposé au désarmement, dans la mesure où le gouvernement n'est pas aveuglément pro-américain. Il a d'ailleurs conclu il y a plusieurs mois déjà avec le Courant patriotique libre du Général Aoun un accord prévoyant de développer une politique de Défense pour l'Etat. C'est-à-dire l'intégration de la branche militaire du parti dans l'armée libanaise, qui contrôlera désormais les frontières. Mais il faudrait pour cela que le plan actuel du gouvernement soit mis en place et respecté par Israël et les Etats-Unis. Ceci reste à voir.